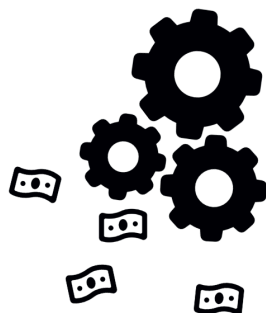


Démantèlement progressif du dispositif de subsidés à



l'assurance-maladie : **une attaque en règle contre les classes populaires !**

Le budget de casse sociale du gouvernement est une attaque sans précédent contre les revenus des salarié-e-s de la fonction publique et parapublique, contre les prestations de base du service public, pourtant déjà insuffisantes (santé, social, éducation, petite-enfance...), mais aussi contre le budget des personnes et ménages populaires. **Tous les bénéficiaires de subsidés à l'assurance-maladie verront leurs conditions de vie se détériorer.**

Mardi 9 décembre
Actions et grande manifestation
17h30 à Montbenon - départ à 18h

Le Conseil d'État impose quatre mesures qui frapperont de plein fouet les ménages populaires :

- ▶ Une diminution de la prime cantonale de référence qui aura pour conséquence de **baissier mécaniquement la part des personnes concernées par le fameux dispositif des « 10% »** garantissant à chacun-e que sa prime d'assurance maladie ne dépasse pas le 10% de son revenu.
- ▶ L'introduction d'un délai de carence : un mois entier supplémentaire de prime devra être payé par les ménages populaires, **alors que ceux-ci doivent déjà patienter de longs mois pour obtenir une décision**
- ▶ **Une réduction généralisée de tous les subsides de 60 francs par an** pour toutes et tous, par un enfumage autour de la déduction de la taxe environnementale.
- ▶ Et enfin **une absence totale d'indexation des montants des subsides** depuis 13 ans (combien de dizaines ou centaines de millions économisés ainsi ?!).

Ces décisions constituent une attaque sans précédent contre notre majorité sociale. **Au total, près de 20mios d'économie réalisées directement sur le dos des classes populaires.** En parallèle, les partis bourgeois continuent d'appliquer leurs politiques de baisses fiscales massives pour les plus nantis du canton. Le CLAP rappelle que l'accès aux subsides n'est pas un privilège, mais un droit indispensable pour garantir l'égalité d'accès aux soins. **Les organisations sociales, les syndicats, les collectifs et l'ensemble de la population doivent se mobiliser pour défendre les subsides et résister à ces attaques.**